

LFI : Rima Hassan est-elle vraiment qui elle dit être ?



Apparue sur la scène médiatique française en tant que représentante de la cause palestinienne, Rima Hassan présente quelques zones d'ombre, autant lorsqu'elle revendique son statut de réfugiée palestinienne que sur ses réelles intentions sur la scène politique.

Avec Guillaume Lagane, Simone Rodan-Benzaquen, Yana Grinshpun, Karim Maloum

1. SES ORIGINES ET LE STATUT DE RÉFUGIÉ

Atlantico : Apparue sur la scène médiatique française en tant que représentante de la cause palestinienne, Madame Rima Hassan se présente comme une réfugiée palestinienne, [mais la réalité ne semble pas aussi claire](#) . Est-elle réellement légitime à revendiquer le statut de réfugiée palestinienne ?

Yana Grinshpun : Rima Hassan est née en Syrie, d'une mère syrienne et d'un père issu d'une famille d'Arabes qui ont quitté sous-district d'Acre en 1948 suite à la guerre de l'Indépendance d'Israël. Beaucoup d'habitants du village El-Birwa, où sont nés ses parents, l'ont quitté pour d'autres zones à l'intérieur d'Israël, certains sont partis vers le Liban ou la Syrie.

Ceux qui sont restés ont la citoyenneté israélienne aujourd'hui. Le père de Rima Hassan est né en Syrie, et sa mère est syrienne. Hassan a la nationalité syrienne et la nationalité française qu'elle a obtenue par naturalisation à l'âge de 18 ans. Elle est née dans un village syrien Neirab, qui était le premier à accueillir des Arabes qui quittaient la Palestine mandataire, suite à l'établissement de l'Etat d'Israël. Parler aujourd'hui de « camp de réfugiés » à propos de ces villages ou villes est un dévoiement de langage. Si au début, il s'agissait, pour certains camps, de constructions temporaires, comme ce fut le cas en Israël, pour les réfugiés juifs du monde arabe, par la suite de nombreux « camps » ont très bien intégré le système urbain syrien, en devenant des quartiers des villes. Ce fut le cas de Neirab, le lieu de naissance de la militante. Il faut bien comprendre que lorsqu'elle se définit comme « réfugiée palestinienne », elle joue sur les contextes de l'utilisation des mots. Dans l'usage commun, le « réfugié » est celui qui a quitté son pays pour échapper à la guerre, aux persécutions etc. Du moment où le réfugié obtient la nationalité du pays qui l'a accueilli, il devient le citoyen de ce pays. Les enfants des Juifs expulsés ou contraints de partir des pays arabes après 1948 ne sont pas des « réfugiés libyens, tunisiens ou algériens ». Ils sont citoyens d'Israël ou de la France ou d'autres pays qui les ont accueillis. La convention de l'ONU de 1951-1967 relative au statut des réfugiés ne mentionne pas les descendants des réfugiés et cesse de s'appliquer au cas où le réfugié obtient la nationalité du pays d'accueil.

L'UNRWA, créée en 1949, adopte une résolution qui stipule que le statut de réfugié est transmis à la descendance. Nous sommes donc devant un cas unique au monde, où depuis 1949, le nombre de « réfugiés palestiniens » ne cesse d'augmenter, juste par la naissance. Les petits-enfants de Rima Hassan seront aussi des « réfugiés palestiniens » au regard des conventions de l'UNRWA, tout en ayant la nationalité française.

La plupart des gens n'ont aucune idée de cette aberration juridique, ni de la biographie de Hassan, de sa méconnaissance de ces terres qu'elle revendique comme siennes. Récemment elle a tweeté sur le « camp de réfugiés » Jerash. Or, cette ville (et pas le « camp ») se trouve en Jordanie et pas à Gaza.



Rima Hassan ✓
@RimaHas



À celles et ceux qui se posent la question, oui cette veste est aux motifs du keffieh palestinien. Le keffieh palestinien est un symbole de la résistance palestinienne depuis la révolte des années 30 contre le mandat colonial des britanniques. Cette veste a été confectionnée avec les keffiehs brodés dans le camp de Jerash à Gaza.

[Translate post](#)



©Capture d'écran X/Rima Hassan

Ce qui permet à Hassan de jouer sur la connotation émotionnelle que ce terme provoque dans les représentations occidentales : la compassion et la pitié pour les réfugiés, victimes de guerres ou de persécution (ce qui n'est absolument pas son cas).

Il s'agit donc d'une identité inventée. Cela dit, la tradition de l'invention identitaire fait partie des archives des activistes palestiniens. Yasser Arafat a toujours dit et écrit qu'il était originaire de Jérusalem, alors qu'il est né au Caire. Edward Saïd, l'intellectuel américain anti-israélien et anti-occidental, s'est également créé une biographie imaginaire en déclarant qu'il est né à Jérusalem, alors que son lieu de naissance est également au Caire.

Simone Rodan-Benzaquen : Il ne s'agit pas tant de remettre en question la légitimité de quelqu'un à représenter une cause, car c'est son droit. Mais son statut de réfugiée palestinienne alors qu'elle n'a jamais mis les pieds dans les territoires palestiniens, devrait nous interroger. Elle est née en Syrie et a la citoyenneté française. D'une certaine manière elle

incarne à elle seule tout le problème du statut des réfugiés palestiniens et donc de de l'UNRWA.

Créée en 1949 pour offrir refuge et aide aux réfugiés palestiniens après la guerre israélo-arabe de 1948, l'UNRWA devait être une solution temporaire. Mais sous l'influence des pays arabes, elle s'est pérennisée, devenant la seule agence de réfugiés au monde dédiée à une population spécifique, alors que toutes les autres sont sous l'égide de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Le cas des réfugiés palestiniens est le seul au monde où les pères peuvent donner ce statut à leurs enfants, sur un mode héréditaire et patriarcal. Si l'agence appliquait les règles de l'UNHCR, comme partout ailleurs dans le monde, seulement 20 000 personnes seraient considérées comme réfugiés palestiniens, et non 5,9 millions comme aujourd'hui. Un tiers de ces bénéficiaires vivent dans des camps de réfugiés, qui continuent bizarrement d'exister en territoire palestinien... sous autorité palestinienne, comme à Gaza ou en Cisjordanie. En Jordanie, plusieurs de ces « réfugiés » possèdent aussi la nationalité jordanienne, ce qui leur permet de voter et de toucher les aides financières associées à ce statut. Et en Occident on se retrouve avec des personnes comme Rima Hassan ou Mohamed Hadid, le père milliardaire des supermodels Bella ou Gigi Hadid qui sont considérés comme réfugiés.

Karim Maloum : Elle est née en Syrie, qui n'a rien à voir avec la Palestine. Elle n'a jamais mis les pieds à Gaza, c'est un endroit qu'elle ne connaît absolument pas.

Le mensonge est sa méthode, elle n'a aucune culpabilité, elle peut mentir sur tout. Elle défend le régime syrien, elle ne dénonce rien, et encore moins le régime de Bachar el-Assad. Elle ne veut pas reconnaître la dictature du Mollah en Iran parce qu'elle serait obligée de se prononcer sur la répression, sur les femmes en prison, sur les pendaisons des millions de syriens qui ont quitté leur pays. Elle ne se prononce pas non plus sur la Russie et les méthodes de Poutine. Son seul problème est Israël.

Suite à une plainte déposée, elle est convoquée par la police pour apologie de terrorisme. Elle a fait croire que c'est le gouvernement français qui a incité à cette convocation. Ce qui est sciemment contraire à la réalité. Elle persiste dans son discours victimaire.

2. SES RÉSEAUX SYRIENS

Atlantico : **Beaucoup se posent la question des motivations profondes de Rima Hassan. Au-delà de la cause palestinienne, sert-elle des intérêts étrangers comme ceux de la Syrie ?**

Guillaume Lagane : Après 1948, comme partout ailleurs dans le monde arabe, les Palestiniens arrivés en Syrie n'ont pas été intégrés, vivant généralement dans des camps de réfugiés jusqu'à leur hypothétique retour. Ces communautés sont très proches des Syriens : la Palestine, jusqu'au début du XX^e siècle, était intégrée dans la grande province syrienne de

l'empire ottoman. Les Palestiniens, jusqu'à la première guerre mondiale, s'appellent Syriens du Sud.

Les Palestiniens ont eu un rôle politique important, en poussant le nationalisme arabe aligné sur Nasser dans une Syrie plus modérée. Ce rôle s'est accentué après la prise de pouvoir des bassistes dans les années 60. Avec Hafez el Assad, ces communautés palestiniennes sont devenues un levier du pouvoir syrien dans son bras de fer avec Israël, qui occupe le Golan (syrien) en 1967, après la guerre des Six Jours.

Les groupes armés palestiniens sont téléguidés par la Syrie au Liban, où ils participent à la guerre civile dans le camp dit "progressiste". Après la fin de la guerre libanaise et surtout les accords d'Oslo (1993), la Syrie refuse tout accord avec Israël et soutient les groupes radicaux palestiniens comme le FPLP ou le Hamas, qui ont leur quartier général à Damas.

Mais cette orientation favorable au régime de Bachar el-Assad a pris fin en 2011. Beaucoup de Palestiniens, qui sont sunnites, ont pris le parti des rebelles et le Hamas a quitté Damas pour le Qatar.

Qu'est-ce que ce contexte nous apprend sur les convictions de Madame Hassan ? D'après sa notice Wikipedia, elle est née dans un camp de réfugiés palestiniens près d'Alep en 1992, venant d'une famille syro-libanaise, et elle est arrivée en France au début des années 2000. Donc, on peut émettre l'hypothèse qu'elle a grandi dans l'atmosphère idéologique des militants palestiniens pré 2011 et ceci d'autant plus que, d'après cette même notice, son père, militaire, travaillait pour l'armée de l'air syrienne, un des bastions du régime. Sa notice, qui liste ses nombreuses prises de positions sur le conflit israélo-arabe, ne fait pas mention de déclarations au sujet de la guerre civile syrienne qui a déchiré le pays après 2011 (400 000 morts, rappelons-le) et changé le rapport d'une partie des Palestiniens avec le régime Assad.

3. SES POSITIONS TENDANCIEUSES

Atlantico : **Beaucoup de détracteurs de Rima Hassan accusent cette dernière de cacher son antisémitisme derrière sa critique d'Israël. L'accusation d'antisémitisme contre cette dernière est-elle selon vous crédible ?**

Yana Grinshpun : Hurler partout « de la mer au Jourdain » est une incitation à l'extermination des Juifs, car Israël est un Etat juif. Dire que le Hamas est un mouvement de résistance après avoir été informée du massacre génocidaire commis par les terroristes qui ont tué, pillé, violé, brûlé les Juifs uniquement parce que Juifs, après avoir visionné les cadres filmés par les assassins-mêmes, qui crachaient sur les corps des femmes violées, révèle la haine antijuive obsédante de Rima Hassan, même si elle a affirmé récemment le contraire. Il n'y a que des gens de très mauvaise foi qui continuent à croire que derrière ses appels à exterminer Israël se cache une quelconque lutte pour "la paix".

Hassan diffuse cette haine, en jouant un double jeu en permanence, en pervertissant le sens des mots et en réécrivant l'histoire et la géographie. Hier encore, sur le plateau de FranceInfo, Hassan a utilisé le terme « génocide », pour parler de la guerre que mène Israël contre des terroristes, assassins des Juifs. Si le génocide est bel et bien attesté par le plan d'extermination du Hamas dont témoignent tant les prisonniers interrogés que les documents découverts par l'armée israélienne dans les tunnels et sur les terroristes arrêtés, s'il est bien inscrit dans l'article 32 de la charte du Hamas, aisément consultable en ligne, ce terme est strictement inapplicable à la guerre de défense menée par Israël à la suite de l'agression subie. Israël n'a pas d'intention d'exterminer les Arabes ou les musulmans. Par ailleurs, la « juriste », pervertit les propos de la Cour Internationale de Justice, qui n'accuse pas Israël de génocide, mais qui a jugé "plausibles" les arguments avancés par l'Afrique du Sud fondés sur le risque de génocide pour se reconnaître compétente et ordonner des "mesures conservatoires".

Dans le passé, Mme Hassan retweetait les messages postés par Soral, pour défendre Dieudonné dont l'idéologie antisémite a fait l'objet de plusieurs condamnations. Tout son parcours médiatico-politique est lié à la haine des Juifs et aux mensonges inventés pour assoir sa haine. Si les Palestiniens l'intéressaient, on l'aurait entendu à propos du massacre de Yarmouk où Assad a exterminé environ 100 000 Palestiniens, y compris les femmes et les enfants. L'insurrection à laquelle elle appelle incite à la haine d'Israël.



©Capture d'écran X

Depuis son arrivée sur la liste LFI, elle utilise les méthodes du parti de Jean-Luc Mélenchon pour mettre au centre du débat la question palestinienne, notamment en appelant au soulèvement comme à Sciences Po vendredi dernier. Quand elle fait ça, Rima Hassan sert-elle la ligne politique de son parti ou a-t-elle un autre agenda en tête ?

Simone Rodan-Benzaquen : Le parti a clairement choisi de placer la cause palestinienne au cœur de son identité et de sa campagne. Cette orientation, marquée par une obsession anti-israélienne que je qualifierais même d'antisémite, devient le pivot central de leur stratégie. C'est une approche similaire à celle de Jeremy Corbyn, qui a conduit à un exode des membres juifs du parti travailliste anglais et à des accusations d'antisémitisme institutionnalisés, confirmées par la commission des droits de l'homme et de l'égalité.

Il est donc parfaitement logique que le parti ait choisi quelqu'un comme Rima Hassan.

Sur la question palestinienne, Rima Hassan défend dans les faits une ligne bien plus radicale que LFI. Elle se sert de son côté de LFI pour avancer cette position. Alors que La France Insoumise prétend être pour la paix et une solution à deux États, la numéro 7 sur la liste LFI plaide pour une Palestine « de la rivière à la mer », un soi-disant état binational qui vise en réalité à éliminer le seul état juif au monde. Et lorsqu'elle appelle au « soulèvement » à Sciences Po et à La Sorbonne, Rima Hassan, qui a grandi en Syrie et est imprégnée de la cause palestinienne, sait très bien ce qu'elle dit. « Intifada » signifie soulèvement en arabe. Feindre l'ignorance, puis avoir l'audace de parler de racisme lorsqu'on la critique, est un comble. Si c'est cela la ligne de LFI, qu'ils l'assument plus clairement. Il n'y a qu'un petit pas de là où ils se trouvent à l'appel à la violence.

Karim Maloum : Nous n'avons jamais pensé que Jean-Luc Mélenchon allait la mettre sur sa liste électorale, donc on ne lui donnait pas d'importance jusqu'à présent. Depuis qu'elle est sur la liste, nous avons compris que Jean-Luc Mélenchon voulait l'utiliser pour avoir des voix, il voulait la mettre en avant.

Rima Hassan est une militante politique qui est pour la destruction des droits. Elle est prête à tout. Elle est contre l'autodétermination. Rima Hassan est pour la disparition de l'Etat d'Israël, elle ne veut pas être des deux Etats, ce qu'elle annonce depuis plusieurs années.

Ensuite, elle a toujours défendu les groupes terroristes, c'est-à-dire le djihad islamique ou le Hamas. Elle les appelle même les groupes armés et les considère comme des mouvements de résistance. Elle refuse d'admettre, de manière volontaire, que le Hamas était un est répertorié comme une organisation terroriste. Des individus sauvages ont commis des massacres d'enfants et des viols de femmes. Donc elle est en accord avec la France insoumise. C'est elle qui manipule le parti elle arrive à lui faire croire qu'il n'y a pas d'autodétermination.

A ses yeux, le 7 octobre n'est rien d'autre qu'une réponse des Palestiniens à l'occupation israélienne, donc elle est dans le négationnisme. Selon elle, le 7 octobre n'a pas existé, c'est juste un mouvement, une réplique, si vous. Pour elle, il ne s'agit pas d'un mouvement terroriste ni d'un pogrom.

Expose-t-elle ses objectifs politiques depuis toujours ? Ou attendait-elle d'être rattachée à cette liste ?

Karim Maloum : Elle était dans la nébuleuse palestinienne en France que j'ai connue personnellement en Algérie dans les années 1980. Lors d'un débat, il y a une dizaine d'années,

j'ai affronté Rima Hassan, et elle était déjà contre l'existence des deux Etats. Elle a dénoncé les accords d'Oslo. Le 9 septembre 1993, la direction de L'OLP sous Yasser Arafat, accepte le droit d'Israël à une existence en paix et en sécurité ; en contrepartie, le gouvernement israélien, sous Yitzhak Rabin, reconnaît l'OLP comme représentante légitime du peuple palestinien.

Elle avait déjà développé un discours antisémite, mais pas le même qu'aujourd'hui. À cette époque, je faisais la comparaison entre le Hamas et le GIA algérien (Groupe islamique armé), qui a provoqué la destruction d'un pays par une guerre civile avec 300 000 morts, car j'avais échappé à deux attentats en Algérie. Quand j'ai annoncé cette comparaison, elle n'était absolument pas d'accord. J'avais donc déjà compris son état d'esprit, mais elle n'était pas encore connue comme aujourd'hui, donc ça n'a pas eu le même impact.

Aujourd'hui elle a trois buts. Comme vous l'aurez compris, le premier est son projet politique visant à faire disparaître Israël. Ensuite, son rôle est de présenter le djihad islamique et le Hamas comme des mouvements armés, des mouvements de résistance, et non pas comme des terroristes. Enfin c'est d'annoncer que le pogrom du 7 octobre n'a pas existé. Pour elle, il n'y a pas eu de violence ni d'assassinat, mais seulement un acte de résistance des palestiniens.